

Madame Marsh expose dans sa thèse une critique du modèle de MM. Wallace et Crissey et de Madame Sennott, et elle en fabrique un de son propre cru. Elle estime que, si les États-Unis décidaient d'adopter une politique de "lancement sur alerte", une guerre nucléaire accidentelle pourrait éclater d'ici un an. En revanche, compte tenu de la politique actuelle exigeant que les avertissements donnés par les capteurs montés sur satellite soient confirmés par les radars basés au sol, elle estime qu'il faudrait au moins 20 000 ans avant que survienne pareille éventualité. En d'autres termes, elle conclut que, dans les circonstances actuelles, la probabilité d'une guerre nucléaire accidentelle est infinitésimale.

L'ESCALADE

Outre le danger de voir un pays mettre à feu ses missiles stratégiques par suite d'une fausse alerte non tirée au clair, il existe un autre risque, plus complexe celui-là : l'escalade d'un conflit local classique, qui déboucherait sur une guerre nucléaire entre les superpuissances. Pareille surenchère pourrait se produire de nombreuses façons. Ainsi, étant donné la présence de forces soviétiques et américaines dans le golfe Persique, un incident naval en période de crise internationale pourrait mener à un affrontement direct entre les superpuissances.

Autre scénario possible, l'escalade d'une guerre classique en Europe.⁸ À l'heure actuelle, les armes nucléaires tactiques sont déployées à proximité des mêmes frontières qui, en cas de guerre européenne, formeraient la ligne de front; dans ce cas, les commandants d'unités réclameraient le droit de décider eux-mêmes de l'usage de ces installations. On exercerait sur les dirigeants politiques de vives pressions pour qu'ils divulguent les codes électroniques des "systèmes de déverrouillage automatique" (PAL) évoqués précédemment et qu'ils délèguent d'avance le pouvoir d'utiliser ces armements. Dans ces conditions, le "seuil nucléaire" pourrait facilement être franchi, surtout si un commandant venait à craindre que l'ennemi s'empare ou détruise les engins nucléaires en question.

En cas de conflit classique entre les États-Unis et l'URSS, les systèmes nucléaires stratégiques seraient mis en état d'alerte maximale. Un grand nombre des "crans de sûreté", ou des mesures de prévention, disparaîtraient. L'emploi d'armes nucléaires sur le champ de bataille provoquerait immédiatement une aggravation de la crise. Il s'exercerait sur les dirigeants des pressions de plus en plus vives pour les inciter à riposter rapidement au moindre signe laissant supposer que l'adversaire se prépare à lancer une attaque stratégique. En fait, chacun des deux opposants serait fortement tenté de déclencher une attaque préventive contre les forces stratégiques et les centres de commandement et de contrôle de l'autre. Le raisonnement politique et militaire est simple : les

dommages causés par une frappe de représailles sont moins importants que la destruction provoquée par une attaque de première frappe bien coordonnée. Le climat de confusion, les pressions extrêmement vives exercées sur les décideurs enfin, la suppression des mesures de sauvegarde appliquées en temps de paix sont autant de facteurs propices à l'escalade de la violence.

COMMENT LIMITER LES RISQUES ?

En temps normal, il est peu probable qu'une guerre nucléaire purement accidentelle se produise. Les procédures normalisées d'emploi des armes nucléaires prévoient un certain nombre de mesures de prévention, qui empêchent toute mise à feu accidentelle ou non autorisée. Si l'on en croit les recommandations des analystes, il faut éviter par-dessus tout la politique du lancement sur alerte. S'il est vrai que cette stratégie donnerait aux décideurs de précieuses minutes supplémentaires où ils pourraient se concerter et prendre des décisions, elle augmenterait par ailleurs considérablement le risque d'une guerre nucléaire accidentelle.

Les modèles élaborés pour évaluer le risque de guerre nucléaire accidentelle mettent en lumière un certain nombre de conclusions évidentes quant aux stratégies à adopter. Il conviendrait notamment d'interdire le déploiement avancé d'engins capables d'atteindre en très peu de temps des cibles militaires, y compris les centres de commandement. À cet égard, les auteurs des modèles vont pouvoir se féliciter de l'accord prévoyant le retrait du territoire européen des *Pershing II* et des missiles *SS-20*. Reste l'inquiétante question des forces navales, mais il est à espérer qu'elle sera abordée dans les négociations sur les forces stratégiques.

Dans son ouvrage intitulé *Strategic Command and Control*, Bruce Blair a émis une série de recommandations et il a tout d'abord préconisé que l'on construise pour les arsenaux nucléaires stratégiques des centres de commandement et de contrôle moins vulnérables.⁹ M. Blair part du principe que, si ces centres sont davantage réputés pouvoir "survivre" à une attaque, les deux camps seront moins tentés de riposter sur-le-champ à la moindre alerte, ou plus grave encore, de succomber à la tentation de prendre les devants s'ils sont convaincus que l'ennemi est sur le point de les attaquer.

M. Blair préconise l'adoption d'une politique prévoyant une "seconde frappe non immédiate"; après une première frappe soviétique, les États-Unis devraient prendre tout le temps voulu pour envisager la riposte la plus appropriée. On mettrait alors l'accent sur la surviabilité des forces et sur le strict maintien des mesures de prévention à l'égard de toutes les forces nucléaires déployées dans le monde et en mer.

Dans le même ordre d'idées, M. Blair, comme de nombreux autres auteurs d'ailleurs, recommande, parallèlement au renforcement de la surviabilité des